

25 NOVEMBRE 2016 :
DEBOUT CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

18H30 DE BASTILLE A RÉPUBLIQUE
ET ON RESTE SUR LA PLACE !

Nous vivons dans un pays où il y a 86 000 viols par an dont seulement 1,5% sont condamnés. 216 000 femmes sont victimes de violences conjugales, 122 sont mortes en 2015. **Stop aux violences faites aux femmes !**

Nous vivons dans un pays où on enferme une femme, Jacqueline Sauvage, qui a enduré, ainsi que ses enfants, 47 ans de coups, sévices et viols de la part de son mari et a fini par le tuer. **Liberté pour Jacqueline Sauvage !**

Nous vivons dans un pays où, par manque de volonté politique, les lois et leur application ne sont pas à la hauteur de l'enjeu que représentent ces violences. **Pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes !**

Nous vivons dans un pays qui a signé et ratifié en 2014 la « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » dite Convention d'Istanbul . Cette Convention, que les États doivent obligatoirement transposer dans le droit national, contient des dispositions plus favorables que le droit français. **Transposition immédiate dans le droit français de la Convention d'Istanbul !**

Nous vivons dans un pays qui a adopté une loi courageuse de lutte contre le système prostitutionnel et pour l'accompagnement des personnes prostituées. **Application complète de cette loi, avec des budgets suffisants, notamment pour financer les parcours de sortie du système prostitutionnel !**

Nous vivons dans un pays où le gouvernement, pliant devant des intégristes religieux, a supprimé les ABCD de l'égalité qui visaient à lutter contre les stéréotypes de sexe à l'école. **Pour une réelle éducation à l'égalité, qui ait les moyens concrets d'être effective et de qualité, obligatoire à chaque niveau du système éducatif !**

Nous vivons dans un pays où chaque jour 10 viols ou tentatives de viols sont commis sur le lieu de travail, sans parler du harcèlement sexuel, des blagues graveleuses, des remarques sur le physique.... avec en plus le risque pour la victime de perdre son emploi. **Adoption d'une norme internationale de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles !**

Nous vivons dans un pays où être lesbienne expose encore à des violences physiques et verbales dans tous les milieux : public, professionnel, familial, amical. **Sensibilisation à la lesbophobie dans toutes les actions et campagnes contre les violences faites aux femmes.**

Nous vivons dans un pays où 4 femmes handicapées sur 5 vivent des violences physiques, psychologiques, institutionnelles, sexuelles, de discrimination professionnelle etc. et où le manque

d'accessibilité des établissements de santé, des tribunaux, des lieux de formation ou de loisirs perdue. **Accessibilité, formation des professionnel-les (santé, police, justice) et quota obligatoire d'emploi de 6%, dont 3% pour les femmes !**

Nous vivons dans un pays où l'État consacre 0,05 % de son budget (soit 221,2 millions d'euros) à l'égalité femmes-hommes. Quant à elles, les violences conjugales reviennent à 2,5 milliards d'euros par an (frais médicaux, de thérapie de justice, police, perte d'emploi, déménagements, etc). Les subventions accordées aux associations qui hébergent et accompagnent les femmes victimes de violences sont rognées constamment. **Augmentation du budget du Ministère et des subventions pour que les associations qui remplissent des missions de service public puissent fonctionner !**

Nous vivons dans un pays où les discours populistes et réactionnaires augmentent et veulent faire croire que fermer les frontières suffirait à arrêter les violences faites aux femmes ; dans un pays dont le gouvernement a déclaré ne vouloir recevoir en 2 ans que 30 000 exilé-e-s qui fuient la guerre, les persécutions et la terreur, notamment de Daesh en Syrie. **Halte aux mensonges, aux amalgames et à la stigmatisation ! Bienvenue aux exilé-e-s !**

Nous vivons dans un pays qui participe à des conflits armés engendrant tueries, violences sexuelles, viol utilisé comme arme de guerre, enlèvements, trafic sexuel, déplacements massifs et forcés, accroissement de la pauvreté, etc. **Priorité aux cessez-le-feu, aux pourparlers de paix et à la participation des femmes aux processus de paix !**

Nous vivons dans un pays où, malgré les grands principes d'égalité femmes/hommes, inscrits dans tous les textes fondamentaux, dont tout le monde se félicite, sévissent toujours domination patriarcale, inégalités et violences.

Au pays des « droits de l'homme » et de l'égalité, on frappe, on viole, on tue tous les jours.

Pour que le pays des droits de l'Homme devienne enfin, aussi, le pays des droits des femmes !

Premiers signataires : Collectif National pour les Droits des Femmes, Actit, Agir Ensemble contre le Chômage, Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes démocrates, **Association nationale des études féministes**, Attac France, CGT, Chiennes de garde, Collectif 20è Tenon/ivg, Collectif féministe contre le Viol, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, Coordination lesbienne en France, Culture égalité, association féministe de Martinique, les effronté-e-s, Ensemble, Femmes égalité, Femmes libres – Radio libertaire, FSU, Gender Company, Ligue des femmes iraniennes pour la Démocratie, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Mémoire traumatique et victimologie, Maison des Femmes Thérèse Clerc Montreuil, Marche Mondiale des Femmes, Osez le féminisme, PCF, Réseau Féministe « Ruptures », SKB, SNPES-PJJ-FSU, SOS Femmes Alternative-Centre Flora Tristan, Union Syndicale Solidaires.